



Après Juin 2013. Structuration d'une gauche militante et extra-institutionnelle au Brésil

Angelina Peralva, Julien Figeac, Nathalie Paton, Arthur Coelho Bezerra,
Guillaume Cabanac, Héloïse Prévost, Pierre Ratinaud

► To cite this version:

Angelina Peralva, Julien Figeac, Nathalie Paton, Arthur Coelho Bezerra, Guillaume Cabanac, et al.. Après Juin 2013. Structuration d'une gauche militante et extra-institutionnelle au Brésil. 2021. halshs-03229127

HAL Id: halshs-03229127

<https://shs.hal.science/halshs-03229127>

Preprint submitted on 18 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Après Juin 2013.
Structuration d'une gauche militante et extra-institutionnelle au Brésil

Angelina Peralva

Professeure émérite
LISST, Université de Toulouse II
peralva@univ-tlse2.fr

Julien Figeac

Chargé de recherche au CNRS
LISST, Université de Toulouse II
julien.figeac@univ-tlse2.fr

Nathalie Paton

Docteure
CEMS, EHESS
nathalie.paton@univ-toulouse.fr

Arthur Coelho Bezerra

Researcher
IBICT, Universidade Federal do Rio de Janeiro
arthurbezerra@ibict.br

Guillaume Cabanac

MCF (HDR)
IRIT, Université de Toulouse III
guillaume.cabanac@univ-tlse3.fr

Héloïse Prévost

Docteure
LISST, Université de Toulouse II
heloise.prevost@univ-tlse2.fr

Pierre, Ratinaud

MCF
LERASS, Université de Toulouse II
ratinaud@univ-tlse2.fr

Tristan Salord

MCF
IRIT, Université de Toulouse III
tristan.salord@irit.fr

Résumé :

Si l'élection de Jair Bolsonaro a révélé, en 2018, la vivacité des mouvements libéraux et d'extrême droite dans le champ politique brésilien, elle ne doit pas occulter la lente structuration d'une gauche, militante et extra-institutionnelle, en amont et en aval des grandes journées de manifestations de juin 2013. Cet article rend compte de cette structuration des collectifs de gauche en étudiant leurs publications dans Facebook. Cette plateforme numérique est centrale dans l'activité de ces réseaux militants fortement inspirés par les modes contemporains de média-activisme. Elle forme un réservoir permettant d'explorer les objets de lutte et en révélant les plus centraux dans les échanges et dans les revendications des mouvements sociaux. Il apparaît alors que cette gauche extra-institutionnelle ne cesse de toucher du doigt les limites de la démocratie existante et d'en appeler à un renouveau démocratique.

Mots clés : Mouvements sociaux ; Réseaux sociaux numériques ; Collectifs de militants ; Brésil

Abstract:

If the election of Jair Bolsonaro demonstrated, in 2018, the vivacity of liberal and extreme right-wing movements in the Brazilian political field, it should not obscure the slow structuring of a militant and extra-institutional left, before and after the protests in June 2013. This article analyzes this structuring of left-wing political groups by studying their publications on Facebook. This social media is at the heart of the practices of these militant networks strongly inspired by contemporary modes of media activism. It forms a way for exploring the objects of struggles and revealing the most central ones in the exchanges and claims of social movements. It then appears that this extra-institutional left does not cease to point out the limits of existing democracy and to call for a democratic renewal.

Keywords: Social movements; Social Media; Activists networks; Brazil

Lors d'une interview accordée le 26 avril 2019 aux journaux *Folha de S. Paulo* et *El País* (Brésil), depuis sa prison de Curitiba, le président Luis Inácio Lula da Silva s'est référé aux grandes mobilisations de juin 2013 au Brésil comme le point de départ d'un processus politique qui a conduit à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, puis à sa propre incarcération et à l'élection de Jair Bolsonaro. Déjà en juin 2017, Fernando Haddad, candidat perdant au second tour des présidentielles de 2018 sous l'étiquette PT (Parti des travailleurs) et maire de São Paulo durant les événements de 2013, avait fait une affirmation du même ordre ¹ dans le magazine *Piauí*.

Juin 2013 a posé un vrai problème au PT, qui en était alors à son troisième mandat ininterrompu en tant que parti de gouvernement. Issu de la lutte contre la dictature, c'était la première fois qu'il était confronté à des manifestations populaires d'une telle ampleur. Contrairement à ce qu'une lecture rétrospective des faits pourrait suggérer, ces manifestations ne peuvent pas être réduites à l'expression de la nouvelle droite libérale et de l'extrême-droite bolsonarienne. Elles renvoient également, comme nous allons le montrer dans cet article, à une importante mobilisation des collectifs de militants de gauche, qui s'est notamment organisée à l'aide des réseaux sociaux numériques.

L'article est organisé en trois parties. Dans la première – Juin 2013 – nous examinons la littérature disponible sur la période, suggestive de l'étendue et de la complexité d'un mouvement qui ne débute ni ne s'arrête cette année-là. Il faut notamment tenir compte des effets politiques induits par la préparation de trois méga-événements sportifs, la Coupe des Confédérations de 2013, la Coupe du Monde de Football (2014) et les Jeux Olympiques (2016). Dans la deuxième partie – Collectifs et Réseaux – nous évoquons la morphologie de ces collectifs, à partir d'une recherche empirique portant sur la présence sur Facebook de 529 d'entre eux. La troisième partie rend compte des débats qui les ont animés durant une période qui s'étend de janvier 2013 à décembre 2017. Nous reviendrons plus loin sur les procédés mis en place pour constituer ce corpus, qui nous permet de montrer non pas l'émergence d'une nouvelle droite à ce moment-là, mais ce qu'était en 2013 une gauche à la gauche du PT et comment elle a continué à se structurer après cette première vague de manifestations de juin 2013.

¹ « Vivi na pele o que aprendi nos livros. Um encontro com o patrimonialismo brasileiro », Revista Piauí, Edição 129, junho de 2017.

Les journées de juin

Le mouvement anti-globalisation du début du siècle a visé les grands organismes qui structurent le pouvoir global : l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, etc. Tout en gardant une référence à ces premières luttes du nouveau millénaire, Juin 2013 participe à la même inflexion qui, entre 2010 et 2011, a caractérisé des manifestations dans d'autres pays – la révolution islandaise, le printemps arabe, le mouvement des Indignés en Espagne, *Occupy Wall Street*² : des mouvements formés à l'ère du web 2.0, qui se sont appuyés sur l'espace numérique en tant que ressource de mobilisation; et qui, à l'inverse du mouvement global qui les a précédés, ont interpellé la démocratie et ses limites à partir de leurs réalités nationales³.

Il est vrai que le thème de la démocratie – très important en 2013 – était aussi présent dans le mouvement global. *Riseup*, une plateforme de communication militante créée à Seattle en 1999, inscrit clairement la démocratie à son horizon et revendique des médias indépendants et une organisation civile, sociale et économique basée sur la participation citoyenne : « tous ceux qui sont affectés par une décision doivent avoir l'opportunité de participer à la prise de cette décision »⁴. Mais l'enracinement des mobilisations de la seconde décennie du siècle dans les réalités locales où elles émergent est bien plus net ; et il se manifeste tout au long des luttes qui, depuis le début des années 2000, ponctuent la vie urbaine brésilienne⁵.

Parmi ces mouvements, longtemps quasi ignorés par les sciences sociales, le plus visible lors des journées de juin a été le *Movimento Passe Livre*. Formé en 2005 durant le Forum Social Mondial de Porto Alegre, il s'est insurgé contre l'élévation des tarifs des transports collectifs, dont il revendiquait la gratuité. Mais Juin ne se résume pas à lui. Les espaces horizontaux de débat sur la vie urbaine se sont multipliés : des assemblées populaires, des assemblées de quartier et des occupations ont animé la résistance à l'encontre des politiques d'aménagement d'équipements sportifs qui ont impliqué d'importants déplacements de populations. À Recife,

² Castells, M., *Redes de Indignação e Esperança, Movimentos sociais na era da Internet*, Rio de Janeiro: Zahar, 2013.

Granjon, F., Venetia, P., Gökce, T. (2017), *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Paris, Presses des Mines, p. 213.

³ Le mouvement global est une référence forte dans les luttes de 2013. Lors de nos entretiens avec des membres de différents collectifs d'activistes, nombreux ont été ceux qui ont évoqué l'importance du Centre de Média Indépendant brésilien, créé en 2000 dans le prolongement du réseau *Indymedia* formé à Seattle en 1999. La même référence apparaît dans des récits qui relient le CMI aux luttes pour le tarif zéro à Salvador (révolte du Buzu, 2003) et Florianópolis (révoltes dites « du tourniquet » - catraca, 2004 e 2005).

⁴ Site de Riseup : <https://riseup.net/>.

⁵ Moraes, A., Guitierrez, B., Parra, H., Albuquerque, H., Tible, J., Schavelzon, S., « Junho está sendo », in Moraes et al. (eds.) *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp. 10-21.

le conflit remonte à 2008, lorsque le second plus grand espace ferroviaire du pays, situé au cœur de la ville, a été mis aux enchères et qu'un groupe de quatre entreprises a projeté d'y bâtir 12 tours de 40 étages. En 2011, s'est formé le groupe *Direitos Urbanos* et en 2012 le mouvement *#OcupeEstelita* ⁶. A Rio de Janeiro, la résistance de la *Vila Autódromo* aux déplacements de populations au profit du projet olympique a commencé en 2011 ⁷.

A Fortaleza, la résistance opposée à la destruction du Parc Cocó, en centre-ville, a donné le ton de la mobilisation ⁸. La Coupe du Monde de Football (2014), précédée de la Coupe des Confédérations (2013), et le projet olympique (2016) ont posé avec force la question du droit à la ville. La lutte contre les déplacements a été menée par l'ANCOP ⁹ (2014) à partir de comités locaux formés dans 12 villes accueillant la Coupe du Monde. Ce n'était pas de la pure résistance, il s'agissait de promouvoir des projets de villes durables et inclusives, autres par conséquent que ceux proposés par les grandes entreprises du bâtiment, en partenariat avec les pouvoirs locaux et/ou nationaux ¹⁰.

Une occupation de la Chambre fédérale a été menée, cent jours durant, en opposition à la Commission des Droits Humains nouvellement formée. La remise en cause des droits LGBTQi et des peuples originaires, ainsi que des faibles acquis en matière d'IVG assurés aux femmes par la législation, a nourri une mobilisation axée sur la diversité et les droits culturels ¹¹. Depuis 2012, plusieurs collectifs de résistance à la violence policière et pour le

⁶ Andrade, E., Lins, L. C. Lemos, F., « A luta pelo direito à cidade para e pelas pessoas. O caso do #OcupeEstelita », in Moraes, A. et al. (eds.), *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp. 136-155.

Nogueira, R. Q. *L'activisme en ligne comme source d'information et de changement. La dynamique complémentaire en ligne et hors ligne du mouvement social et groupe Facebook Direitos Urbanos*. Mémoire de Master 2, Communication et Territoires. Toulouse : Université Paul Sabatier, 2015.

⁷ Bayer, M. L., *Méga-événements sportifs et politiques urbaines. Le conflit de Vila Autódromo et les Jeux Olympiques à Rio de Janeiro*, Mémoire de Master 2, IPEAT, Université Toulouse 2, 2017.

⁸ Pinheiro explique que l'annonce faite par le maire, le 5 de juillet 2013, de la construction de viaducs impliquant d'abattre plus de cent arbres adultes dans le parc a entraîné son occupation immédiate par la population pendant quatre mois. En 35 ans, la ville avait déjà perdu 90% de sa couverture végétale. Les travaux ont été paralysés et l'abattage des arbres suspendu. Pinheiro, V., «Fortaleza. #Ocupe o Cocó», in Moraes, A. et al. (eds.), *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp. 98-118.

⁹ *Articulação Nacional dos Comitês Populares da Copa e Olimpíadas*. Le dossier « Mégaévénements et Violations de Droits Humains au Brésil » a été signé par 120 professionnels, universitaires et activistes liés à différentes entités dans tout le pays.

¹⁰ La vidéo « *Cabeça de prédio* » publiée en décembre 2015 sur la page Facebook du *Movimento#OcupeEstelita* traduit en images les termes de ce conflit.

¹¹ Pagul, J., « Brasília, poéticas públicas », in Moraes, A. et al. (eds.), *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp. 46-67.

droit à la vie se sont progressivement formés dans des favelas de Rio de Janeiro : *Ocupa Alemão, Ocupa Borel, Coletivo Papo Reto, Maré Vive* et bien d'autres encore ¹².

L'approche de la Coupe des Confédérations a catalysé une grande partie de l'insatisfaction. Les manifestants de 2013 ont opposé la mauvaise qualité des transports collectifs et des services publics en général aux stades surfacturés et aux travaux mégalomaniques entrepris pour répondre aux exigences de la Fédération Internationale de Football (FIFA). La Coupe du Monde de 2014 avait été précédée de la signature d'un protocole d'engagement entre le gouvernement fédéral et la FIFA, devenu la loi 12663, dite « Loi de la FIFA ».

L'expression « régulation multi-niveaux » ¹³ est employée pour indiquer que la vie d'un pays n'est plus simplement régie par un État et des institutions nationales, mais par un ensemble complexe d'acteurs, publics et privés, nationaux et supranationaux, liés entre eux par des rapports contractuels. La Coupe du Monde de 2014 au Brésil a été un révélateur particulièrement intéressant de ce phénomène. Le texte légal de 2012 a défini un périmètre de souveraineté de la FIFA sur 151 km² du territoire national. Équivalent à un rayon de 2 km autour de 12 stades de 12 villes organisatrices, il a fait peser, les jours de match, de lourdes contraintes sur la population civile : contraintes économiques - interdiction de commercialisation de n'importe quel produit ou diffusion de n'importe quelle forme de publicité non agréés par la FIFA ; contraintes en matière de libre circulation pour ceux qui n'auraient pas d'entrées nominatives donnant accès aux matchs ; contraintes en matière de libre manifestation, celle-ci ayant subi de nombreuses entorses à l'intérieur des stades. Une politique de sécurité publique spécifique a accompagné la programmation de ce méga-événement. Elle est inséparable de la brutalité de la répression qui s'est abattue sur les manifestants et sur des populations pauvres, spécialement à Rio de Janeiro, où l'armée a occupé des mois durant la favela de la Maré, située en bord de la route reliant l'aéroport international au centre-ville.

Les journées de juin 2013 sont indissociables des effets politiques suscités par la Coupe des Confédérations ; et elles ont pu peser sur la crise qui, par la suite, a touché la FIFA et ses

¹² Thâmara, T., « Junho preto: favelado ocupando as ruas », in Moraes, A. et al. (eds.), *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014, pp. 158-175.

¹³ Poupeau, F., Conflits environnementaux et régulation multi niveaux, in Caillé, A. et Dufoix, S. (dir.), *Le tournant global des sciences sociales*, Paris : La Découverte, 2013.

dirigeants¹⁴. En 2014, l'année de la Coupe du Monde, sans avoir été complètement interrompue, la mobilisation a pourtant décliné. Deux éléments peuvent expliquer ce déclin : des conséquences fatales de la violence Black Bloc ; et la tenue d'élections présidentielles qui ont profondément divisé les Brésiliens.

Un livre sur les Black Blocs paulistes¹⁵ montre comment la violence manifestante s'est infiltrée dans les protestations. Le focus porte sur une jeunesse issue des couches moyennes modestes, vivant dans des quartiers périphériques, relevant de l'enseignement supérieur privé (bénéficiant pour cela de dispositifs d'accès mis en place par les gouvernements du PT) et bénéficiant également de la démocratisation de l'accès à Internet et à l'information. Coutumiers de la brutalité policière dans les périphéries urbaines¹⁶, leur propre usage de la violence s'inscrit dans une logique d'*inversion* d'un ensemble de rapports asymétriques¹⁷ : violence en centre-ville, plutôt que seulement en périphérie ; violence à l'encontre de la police¹⁸ - plutôt que seulement subie ; passage du statut de victime passive à celui d'auteur.

Dans sa postface, Pablo Ortellado retrace l'histoire du phénomène Black Bloc, depuis sa formation au sein du mouvement autonomiste allemand dans les années 1980 jusqu'à sa reconfiguration dans le contexte des manifestations de Seattle au tournant du siècle. Pour les activistes, il s'agissait de procéder à la destruction sélective de la propriété privée – des banques, de grands réseaux commerciaux – pour rendre visible la lutte. En revanche, il était interdit de cibler de petits commerces, des personnes ou des animaux. A São Paulo, en 2013, on enregistre des épisodes à fort impact symbolique avec blessure de policiers au cours des manifestations. Mais l'épisode le plus grave est survenu à Rio de Janeiro, près de la gare centrale, le 6 janvier 2014, au cours d'une manifestation contre l'augmentation des tarifs des

¹⁴ Arrestation en Suisse de José Maria Marin à la demande de la justice américaine, démission et suspension de Sepp Blatter et Michel Platini, ouverture au Brésil d'une Commission Parlementaire d'enquête sur la FIFA. Cf. Nicolas Bourcier, « FIFA : le Brésil, épice du scandale », *Le Monde*, 5-06-2015.

¹⁵ Solano, E., Manso, B. P., Novaes, W., *Mascarados. A Verdadeira História dos Adeptos da Tática Black Bloc*, São Paulo: Geração Editorial, 2014.

¹⁶ Un parmi de nombreux témoignages ayant été faits à Esther Solano : « Tous mes amis habitent la (...) favela (...). L'un d'entre eux a été tué par la police militaire, Madame. Ça fout la haine...Des porcs en uniforme. C'est pour ça que je suis ici. J'enrage, j'ai la haine, mais je sais que dans ma communauté je ne peux rien faire. Ici, en centre-ville, ce n'est pas pareil. », tiré de la page 51 du livre de Solano, E., Manso, B. P., Novaes, W., *Mascarados. A Verdadeira História dos Adeptos da Tática Black Bloc*, São Paulo: Geração Editorial, 2014.

¹⁷ Arendt, H., *Da Violência*. Brasília: Editora da Universidade de Brasília, 1985.

¹⁸ Sur les affrontements du 11 juin 2013, qui se sont déroulés en centre-ville, Manso observe : « Des policiers solitaires que se détachaient de leur équipe étaient poursuivis par des jeunes masqués. (...) Je n'avais jamais vu (...) des jeunes qui couraient des policiers dans une manifestation, ça m'a impressionné. » Cf. Solano, E., Manso, B. P., Novaes, W., *Mascarados. A Verdadeira História dos Adeptos da Tática Black Bloc*, São Paulo: Geração Editorial, 2014, p. 165.

transports. Ce jour-là, Santiago Andrade, caméraman de la chaîne de télévision *Bandeirantes*, a été accidentellement atteint à la tête par un pétard, ayant entraîné son décès quelques jours plus tard. On peut dire que 2013 s'est terminé à cette date-là, et que la grève (victorieuse) des éboueurs, à la première semaine de mars 2014, a marqué la fin du mouvement. Par la suite, une intense polarisation politique a profondément divisé les Brésiliens.

Nombreux récits suggèrent que la polarisation débute en juin 2013¹⁹ avec l'expulsion des drapeaux de la gauche des manifestations. Manso²⁰ observe que le 20 juin, il y avait plus d'un million de personnes dans les rues de tout le pays, dont « des jeunes (qui) se sont peints le visage aux couleurs verte et jaune et ont chanté l'hymne national, ce qui a suscité l'indignation de certains collectifs à sensibilité autonomiste et anarchiste, qui justement s'insurgeaient contre l'actuel système politique national et le patriotisme acritique. »

Parmi les Black Blocs interviewés dans Mascarados, beaucoup disaient s'être sentis un jour proches du PT, mais considéraient Lula et Dilma comme des « traîtres ». Une fois de plus, il est difficile de séparer cette polarisation initiale du contexte de la Coupe du Monde, avec les dénonciations de travaux surfacturés et une intense politique répressive²¹. Lors des présidentielles, le faible écart des voix qui a garanti la victoire à Dilma Rousseff - moins de 3 millions et demi sur plus de 105 millions de voix validées – a une fois de plus montré un pays profondément divisé.

Collectifs et réseaux : l'activisme de gauche dans l'espace Facebook

Une ethnographie en ligne de l'activisme de gauche sur Facebook a orienté notre recherche exploratoire (réalisée en mars 2017 à Rio de Janeiro et São Paulo) vers certains collectifs de 2013 impliqués dans des luttes urbaines, ou rassemblés autour d'actions culturelles et des médias alternatifs, dont l'importance s'est accrue de façon exponentielle lors des mobilisations. Les entretiens nous ont suggéré de tenir aussi compte de certaines ONGs. Les activistes que nous avons rencontrés ont également cité d'autres collectifs avec qui ils

¹⁹ Manso, B., in Solano, E., Manso, B. P., Novaes, W., *Mascarados. A Verdadeira História dos Adeptos da Tática Black Bloc*, São Paulo: Geração Editorial, 2014 ; Torinelli, M., in Moraes, A. et al. (eds.), *Junho. Potência das ruas e das redes*, São Paulo: Friedrich Ebert Stiftung, 2014.

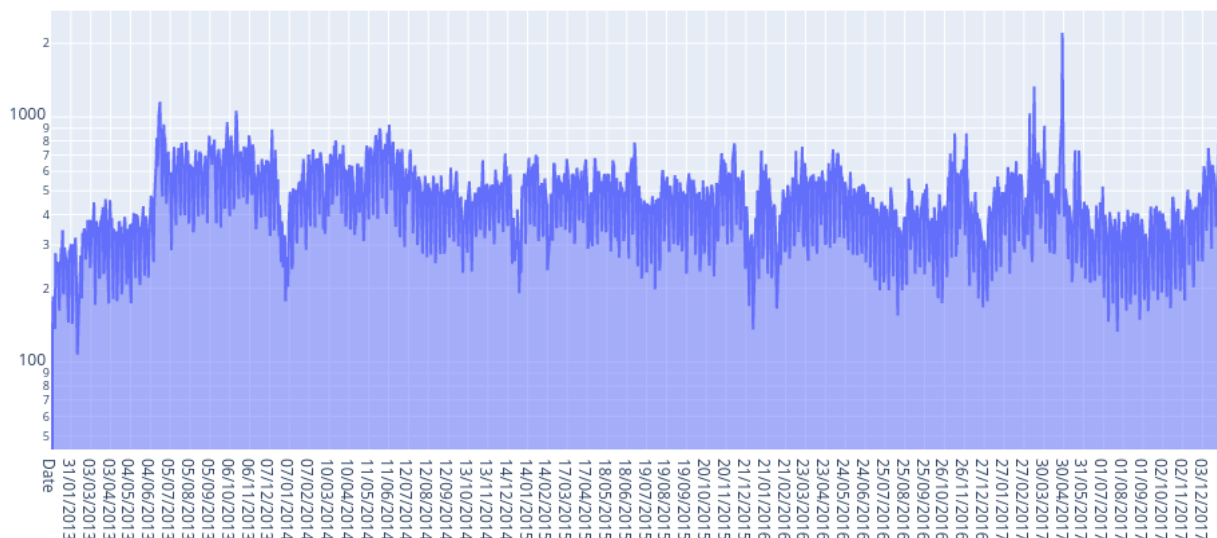
²⁰ Manso, B. in Solano, E., Manso, B. P., Novaes, W., *Mascarados. A Verdadeira História dos Adeptos da Tática Black Bloc*, São Paulo: Geração Editorial, pp. 177-178.

²¹ Le DataSenado, en avril 2014, enregistrait 76% d'opinions critiques concernant les dépenses avec des stades et 86% concernant l'affectation de ressources publiques qui, estimait-on, auraient pu être mieux investies dans la santé, l'éducation et la sécurité publique.

partageaient des convictions et des liens. Partant ainsi de 17 entretiens, nous avons identifié 101 collectifs appartenant au même espace politique. Enfin, en tenant compte du réseau des pages « aimées » par ces 101 collectifs, nous avons recueilli des données relatives à 529 pages publiques présentes sur Facebook, animées par des activistes de gauche impliqués eux-aussi dans les manifestations de 2013.

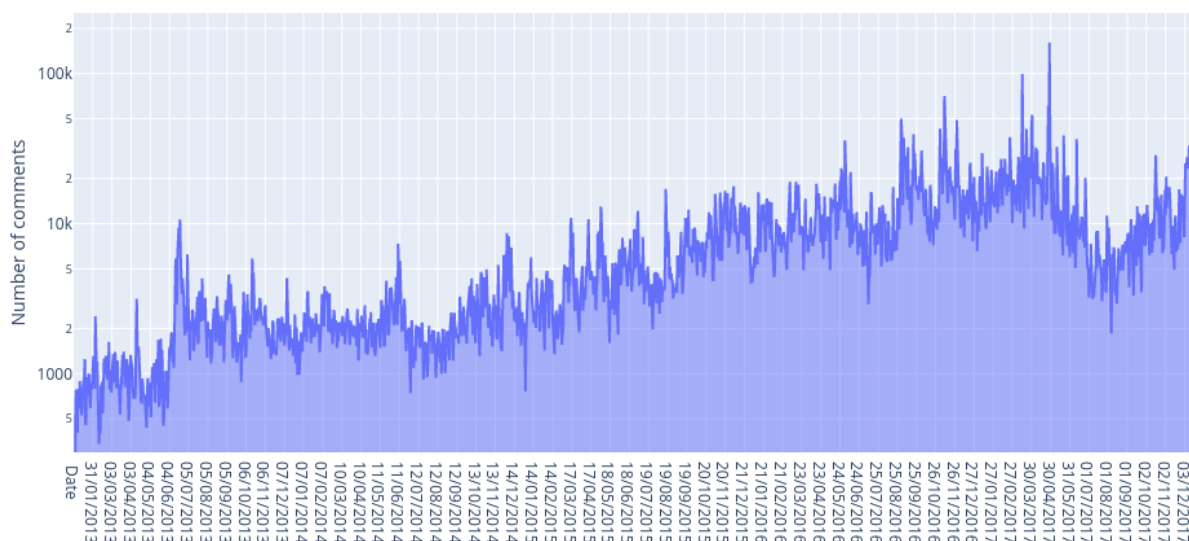
Ces données, collectées à l'aide de l'application Netvizz ²², couvrent la période janvier 2013 - décembre 2017. Elle comprend des moments de haut et de bas d'un mouvement, qui ne cesse pas d'exister en dehors du pic des mobilisations – il prend son souffle. Les deux frises chronologiques ci-dessous sont suggestives de l'importance de l'activité en ligne de ces collectifs, avant comme après Juin 2013. La première est la frise chronologique des publications des administrateurs des pages (Figure 1) ; la seconde, celle des commentaires des lecteurs (Figure 2). Alors que le nombre de publications des responsables des pages est resté à peu près constant (en moyenne 450,29 par jour), les commentaires du public (n = 13 722 657) se sont accrus de façon significative, passant de 5000 commentaires quotidiens en janvier 2013 à plus de 40 000 fin 2017.

Figure 1. Nombre quotidien de publications dans les pages Facebook



²² Rieder, B., « Studying Facebook via data extraction: the Netvizz application », in *Proceedings of the 5th annual ACM web science conference*, 2013, pp. 346-355.

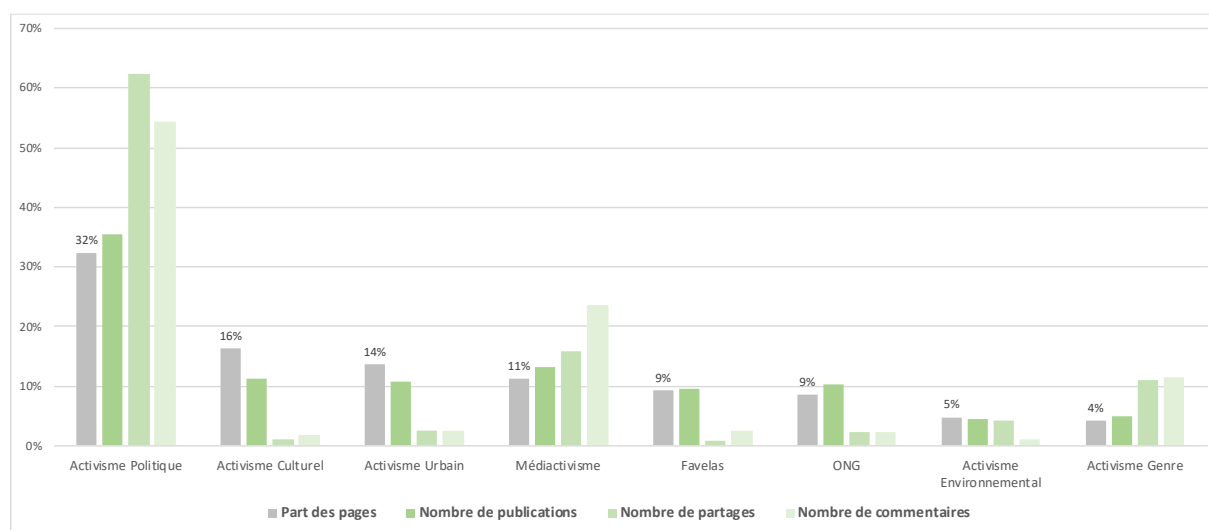
Figure 2. Nombre quotidien de commentaires des internautes dans les pages Facebook



Ces 529 pages ont fait l'objet, ensuite, d'une qualification manuelle, avec prise en compte des sites auxquels elles renvoyaient. Que donnent-elles à voir ? Elles tranchent, d'une certaine manière, avec ce qui avait été perçu, à l'œil nu, dans le débat universitaire à propos de 2013 où deux phénomènes principaux avaient été mis en évidence : le rôle moteur du *Movimento Passe Livre*, le MPL, qui depuis plusieurs années appelait à manifester contre l'élévation des tarifs et pour la gratuité des transports collectifs ; et « un phénomène de communication »²³ - l'émergence de médias alternatifs introduisant un changement durable dans les conditions d'accès à l'information dans le pays. Notre recherche confirme cette importance. Elle met aussi en évidence l'importance des acteurs du champ de la culture et, surtout, des acteurs politiques, dont un grand nombre à orientation autonomiste, libertaire, voire se revendiquant directement de l'anarchisme - les plus nombreux dans cet espace Facebook de l'activisme brésilien. Et, surtout, ceux qui inspirent la plus grande participation des internautes, mesurée par le nombre de partages et par le nombre de commentaires, comme le suggère la figure 3.

²³ Interviewé dans le cadre d'une série documentaire sur 2013, Bruno Torturra, journaliste professionnel à l'origine de la création de Midia Ninja (avec qui nous nous sommes entretenus à São Paulo) a défini 2013 en ces termes-là.

Figure 3. Part relative des différents collectifs dans l'espace politique étudié



Tout classement contient une part d'arbitraire. D'où un effort nécessaire pour en éclairer les principes. Nous le ferons au fur et à mesure de la présentation de chaque groupe d'acteurs.

L'activisme « politique »

Dans cet ensemble de 171 collectifs, nous avons classé des pages dont le contenu renvoie à des enjeux politiques généraux. Sawicki et Siméant²⁴ attirent l'attention sur le déplacement dont a fait l'objet la sociologie de l'engagement dans le contexte français : on s'intéresse moins aux grands acteurs de la vie syndicale inscrits dans l'histoire longue des mouvements sociaux ; on se réoriente plutôt vers des collectifs de moindre taille, plus souples, voire éphémères. C'est aussi ce que nous retrouvons dans le groupe d'activistes politiques dessiné par la recherche : quelques syndicats peu nombreux (9), surtout étudiants, et une centrale syndicale au format innovant, créée en 2010 – « CSP – Conlutas », qui rassemble à la fois des travailleurs salariés et des pauvres urbains mobilisés autour du droit au logement ; un front de gauche – « Frente Brasil Popular », formé pour résister au processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff ; un réseau national d'organisations de la jeunesse, « Levante Popular da Juventude » (14) ; des blogs (31), des causes (33), mobilisant des soutiens autour de campagnes diverses et variées – contre la réduction de la majorité pénale, pour la légalisation du cannabis, en défense de l'éducation ; des collectifs de juristes, engagés dans la défense des Droits Humains, et des professionnels médicaux et paramédicaux, venus soutenir des manifestants (10) ; des collectifs liés au mouvement noir (7) ; et, surtout, 56 collectifs

²⁴ Sawicki, F, Simeant, J., « Inventário da sociologia do engajamento militante. Nota crítica sobre algumas tendências recentes dos trabalhos franceses », *Sociologias* vol. 13, n° 28, 2011, Porto Alegre set./dez.

autonomistes, libertaires et antifascistes, dont 12 anarchistes, qui donnent le ton de ce qu'a été le versant de gauche de 2013 au Brésil.

L'activisme culturel

En deuxième position, des acteurs du champ de la culture (86 pages). Ils ont été activement soutenus au cours des 14 années de gouvernement du PT, bénéficiant de différentes sources de financement. Bien que deux, seulement, les pages « Occupation » repérées sont importantes. *Ocupa Lapa* a été au cœur des mobilisations de 2013 dans un quartier bohème du centre de Rio. *Ocupa MINC* s'est formé en 2016, après la destitution de la présidente Dilma Rousseff, lorsque son successeur a décidé de supprimer le Ministère de la Culture par mesure « d'économie ». Une forte mobilisation pilotée par *Ocupa MINC* a réussi à annuler cette décision.

Le réseau *Fora do Eixo* (18 pages) est le plus ancien et le plus connu dans cet ensemble. Sa proximité avec le PT, avec qui il a collaboré à la fin du premier mandat de Dilma Rousseff, lui a valu l'hostilité de nombreux collectifs critiques vis-à-vis du gouvernement. Et pourtant l'histoire de ce réseau le rapproche, plutôt qu'il ne l'éloigne, de la sensibilité autonomiste si prégnante au sein des collectifs politiques. En mars 2017, ils comptaient 60 permanents répartis dans 4 maisons à Rio de Janeiro, Brasília, São Paulo et Belo Horizonte, vivant une expérience totale – un peu à la manière des premiers kibboutz israéliens, ou encore des communautés alternatives allemandes des années 1970 ²⁵. Cinq enfants étaient élevés dans une maison à Brasília.

A l'origine du réseau, le collectif *Cube*, scène culturelle indépendante formée en 2002 à Cuiabá, dans le centre-ouest brésilien, à partir de l'université. Et à ce moment-là, déjà, « la création du concept des 4 piliers : distribution, communication, durabilité et mobilité des personnes ». Et, en réponse au manque d'argent, l'invention d'une monnaie propre – le *FdE Card*, permettant un échange de services à l'intérieur et à l'extérieur du collectif. En 2005, une rencontre de l'Association Brésilienne des Festivals Indépendants – l'ABRAFIN – a mis en évidence l'existence d'autres collectifs similaires dans d'autres villes. C'est là que *Fora do Eixo* (Désaxés) s'est formé en tant que réseau national : des étudiants, des musiciens, des journalistes – « tous viennent de la culture, d'une manière ou d'une autre ».

²⁵ Cohn-Bendit, D., *Le grand bazar*, Paris: Belfond, 1975.

Jusqu'en 2012, le réseau s'est principalement organisé autour de la musique. En 2013, la visibilité acquise par *Midia Ninja*, au sein du médiactivisme brésilien, a fait de *Fora do Eixo* la cible de très nombreuses critiques – de machisme, par exemple. Ces critiques leur auraient pourtant permis de s'améliorer. « Les femmes étaient souvent à l'arrière-plan. Mais aujourd'hui, ce n'est plus pareil, ce sont elles qui créent le lien avec l'Amérique latine et le reste du monde. »

L'activisme urbain

L'activisme urbain (72 pages) est au cœur des manifestations de juin 2013, déclenchées à São Paulo par le *Movimento Passe Livre* (MPL), pour protester contre l'élévation des tarifs des transports collectifs. Présent dans plusieurs villes du pays, il est l'héritier de « Tarifa Livre », un projet de la Mairie de São Paulo datant du tournant du siècle qui proposait d'instaurer la gratuité totale des transports collectifs, l'accès aux transports relevant d'un droit fondamental. « *Tarifa Livre* » est devenue une cause nationale portée par le MPL dès sa création. Le corpus enregistre 28 pages classées « mobilité urbaine », un peu partout dans le pays.

Les politiques d'aménagement en lien avec la Coupe du Monde de Football ont été accompagnées de la destruction systématique de logements populaires et du déplacement de populations (on a estimé à 100 000 le nombre de déplacés à ce moment-là). Directement en rapport avec ces politiques, on retrouve 14 pages Facebook (dont l'ANCOP, articulation nationale), auxquelles s'ajoutent 14 autres, pour l'essentiel axées sur la lutte pour le droit au logement.

Comme l'« activisme politique », toutes ces pages sont ouvertement inspirées par une sensibilité autonome, anti-électorale et tournant le dos aux partis politiques. Elles prônent un renouvellement de la démocratie à partir de principes de participation directe et de l'exercice d'un plus grand contrôle des citoyens à l'égard des systèmes politiques locaux et nationaux. Il en va de même pour des pages créées autour des assemblées de quartier formées à ce moment-là. Quatre d'entre elles sont des pages d'assemblées de quartier de villes espagnoles, suggestives d'une internationalisation du mouvement. Cinq groupes de pression s'adressent à des électeurs censés mobiliser leurs élus autour de problèmes urbains.

Le médiactivisme

Le médiactivisme – 59 pages recensées – témoigne de l'importance en 2013 d'un journalisme alternatif, venu combler le vide laissé par la presse *mainstream* en termes de couverture des

manifestations de rue. Huit d'entre elles appartiennent au réseau national *Midia Ninja/Fora do Eixo*. Huit autres sont à sensibilité anarchiste, libertaire ou autonome, dans le prolongement des collectifs politiques mentionnés plus haut. Onze opèrent en dehors des frontières du Brésil, témoignant une fois de plus des liens internationaux des activistes brésiliens. Quatre pages sont à l'initiative de journalistes professionnels, exclus des rédactions *mainstream* ou se consacrant à mi-temps au médiactivisme. Beaucoup existent sur d'autres réseaux sociaux, notamment YouTube, où l'on retrouve de nombreuses et importantes archives d'images des mobilisations.

Cette floraison de vidéastes indépendants, qui construit à titre principal une information axée sur l'image, s'inscrit dans un effort de rupture avec le monopole du journalisme professionnel. Il y a éclatement et complexification de l'espace médiatique, dus à l'émergence des réseaux sociaux numériques et à l'appropriation de cet espace par des collectifs d'activistes ; mais aussi par la crise du journalisme classique, qui avait conduit à des licenciements massifs dans les rédactions brésiliennes.

L'énorme succès de *Midia Ninja* s'explique par la généralisation du direct. La découverte d'une application qui en simplifiait la diffusion, exactement au moment de pic des manifestations, a garanti au collectif une audience plus large que celles des médias traditionnels. L'autre raison de leur succès a été le *crowdsourcing*. Comme à Seattle, où des enregistrements audio et vidéo envoyés par une masse d'activistes avaient été rassemblés, puis édités sous forme de documentaires ²⁶, *Midia Ninja* a adapté cette technique au contexte du web 2.0 donnant naissance à la marque « Nous sommes tous des NINJA ».

Ponte, créé en 2014, et *Jornalistas Livres*, en 2015, ont prolongé ce mouvement. *Ponte* a cherché à couvrir le vide laissé par l'absence, dans la presse *mainstream*, d'une couverture de qualité sur la violence dans les périphéries urbaines et la question des droits humains. « Beaucoup viennent des quartiers pauvres de São Paulo. Ce sont des journalistes qui n'aiment pas la police (...) parce que des copains à eux ont été tués par des policiers. Ils sont devenus un mouvement. »

Le collectif *Jornalistas Livres* est un autre exemple intéressant de cette hybridation entre journalisme professionnel et activisme. Créé en 2015, pour couvrir des manifestations de

²⁶ Downing, J. H., « The Indymedia Phenomenon: Space-Place-Democracy and the new Independent Media Center », *2001 Bugs: Globalism and Pluralism*, Montreal, April 24th to 27th 2002.

soutien à Dilma Rousseff, il est formé d'un noyau dur de 18 journalistes professionnels, non rémunérés et s'appuie sur un réseau national de collaborateurs occasionnels, qui leur assure une palette d'informations parfois plus large que celle dont disposent des médias traditionnels.

Le médiactivisme a été d'abord regardé avec méfiance par les journalistes professionnels. Et pourtant, malgré une hostilité réciproque, les deux modalités de production de l'information non seulement cohabitent, mais entretiennent entre elles des relations complexes. Les publications des médias alternatifs sont composées pour un quart environ de liens vers des articles de la presse *mainstream*. D'un autre côté, on a pu observer un vrai mimétisme vis-à-vis des modalités de transmission de l'information qui ont fait le succès du médiactivisme sur les réseaux sociaux numériques – y compris le *crowdsourcing*. Certains journaux ont introduit des directs sur Facebook sur le même format que les médias alternatifs. La chaîne *Globo* a adopté le Smartphone pour filmer des manifestations de gauche, notamment parce que leurs cameramen circulaient difficilement avec le logo de cette chaîne de télévision.

ONGs

La dissémination des ONGs au Brésil date de la fin de la dictature. Dans les années 1980 et 1990, elles ont pu capter des ressources internationales pour les réinjecter dans un activisme social et éducatif ; par la suite, beaucoup sont devenues des partenaires de l'État. Dans l'univers examiné, trois catégories se détachent : des ONG consacrées à des formes variées d'activisme sociopolitique, dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'information ou du logement (13) ; des ONG œuvrant dans le champ des Droits Humains (13) ; et – les plus nombreuses – des ONG œuvrant dans le champ de l'aide à la décision et des politiques publiques (18). Une ONG, enfin, opère dans le champ de la création d'activités économiques sur projets ²⁷.

Les relations entre ces ONGs et les différentes catégories d'activisme décrites plus haut sont ténues. Cependant, en 2013, Amnesty Internationale Brésil a opéré comme un relais entre les manifestants présents dans la rue et les favelas et périphéries urbaines, grâce à la campagne « #Amarildo, où se trouve-t-il ? ». Ce maçon, habitant de la favela de Rocinha, à Rio, a été tué en juillet, dans des conditions obscures, par des policiers du commissariat de son quartier et son corps n'a jamais été retrouvé. Des policiers militaires, y compris des gradés, ont été

²⁷ Nous avons choisi de séparer des ONGs intervenant dans le champ général des politiques publiques et celles intervenant dans des domaines spécifiques comme les favelas ou l'activisme environnemental.

condamnés pour ce meurtre. Une deuxième campagne emblématique s'est organisée autour de Rafael Braga. Accusé de se rendre à une manifestation en portant deux flacons de détergent, destinés selon la police à la fabrication d'une bombe, ce SDF a été incarcéré et condamné à cinq ans de prison en décembre 2013.

Favelas et périphéries urbaines

Nous avons choisi de mettre en évidence une catégorie « favelas et périphéries urbaines » (49 pages), car la prise de parole chez des populations urbaines précaires, que les nouvelles technologies de communication et d'information et les réseaux sociaux numériques ont favorisée, représente une nouveauté significative. Les initiatives recensées relèvent de deux grandes villes – Rio de Janeiro et São Paulo. Elles renvoient, pour deux tiers, à des activités liées à la communication et à l'information ; et pour un tiers aux droits humains. Presque toutes sont issues de ces quartiers. Deux d'entre elles, seulement, relèvent d'activistes extérieurs - comme *Witness*, une ONG internationale, née aux États-Unis, qui forme à des techniques vidéo pour filmer des violences policières.

Féminisme et revendications LGBTQI

Sous la catégorie « féminisme » (22 pages), les plus nombreuses relèvent d'un médiactivisme spécifique (14 pages) notamment des blogs. Les 8 autres sont des pages syndicales (2), liées à des causes (2), à un activisme de quartier (1) ou à la formulation de politiques publiques et aide à la décision (3). Les pages féministes sont les plus nombreuses (16 sur 22). Seules 6 d'entre elles renvoient plus largement à la cause LGBTQI ou à la cause transgenre.

Environnement

Sous le chapeau « environnement » (25 pages), enfin, les collectifs d'activistes sont les moins nombreux (5 pages), la voix de l'environnement étant surtout portée par des ONG d'origine universitaire ou religieuse qui associent défense de l'environnement et la protection des populations indigènes (12 pages). Parmi les collectifs activistes, il faut noter le *Movimento Xingu Vivo para Sempre*, qui s'est mobilisé contre l'usine hydro-électrique de Belo Monte, un projet très controversé du Président Lula, repris au cours du gouvernement Dilma. Et parmi les organisations d'aide à la décision, le front de 60 ONGs *Aliança pela Água*, formé pour apporter une réponse à la grave crise hydrique qui a touché la ville de São Paulo.

De quoi parlent-ils ?

La collecte de données numériques a porté sur les contenus des publications diffusées sur Facebook, par les 529 pages des collectifs de notre corpus, entre janvier 2013 et décembre 2017. Les pages Facebook de groupes de militant.e.s brésilien.ne.s de notre corpus ont diffusé un nombre important de messages (n = 847 728) sur cette période. Pour les analyser, nous avons utilisé la méthode Alceste ²⁸ en nous appuyant sur le logiciel libre IRaMuTeQ. Cette méthode repose sur une classification hiérarchique descendante des thématiques qui structurent le corpus.

La première étape implique un pré-traitement lexical. Le contenu textuel est lemmatisé, les mots étant ramenés à la forme « pleine » qu'ils auraient dans un dictionnaire. La classification proprement dite intervient sur la matrice présence/absence qui croise les publications Facebook et les formes pleines. Les publications sont stockées en ligne et les formes pleines en colonne. Puis, une série de coupures sont opérées de façon à réunir les publications qui ont tendance à contenir les mêmes mots jusqu'à l'obtention du nombre de classes terminales paramétré par l'utilisateur. Ces classes sont alors décrites à partir du lexique qui les caractérise. Les classes lexicales qui se dégagent présentent les différentes thématiques abordées. Les résultats prennent la forme d'un dendrogramme qui distingue et hiérarchise les principales classes lexicales du corpus, 19 au total. Dans cet ensemble, nous laisserons de côté les classes 1 à 4 qui traitent des questions de communication et agenda culturel ; et les classes 5 à 7, qui concernent les problèmes de communication et mobilisation. L'analyse portera sur les classes 8 à 19.

Les lexiques « politiques »

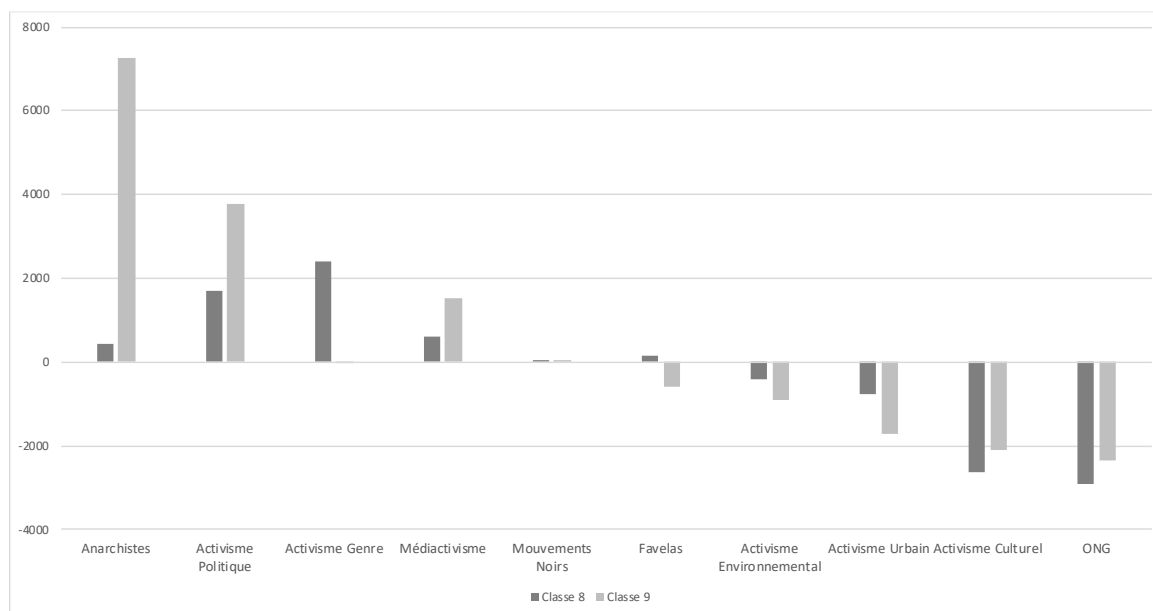
Les classes 8 à 19 nous permettent de distinguer 4 ensembles lexicaux. Premièrement, le lexique politique des acteurs (12.3% des contenus lexicaux partagés), formé par deux classes distinctes (Figure 4) : la classe 8 (8,3%) renvoie aux mots des émotions et de la vie privée – « vie », « lutter », « douleur », « sang », « peur » ; la classe 9, deux fois moins importante (4%), à ceux d'un vocabulaire politique classique – « révolution », « capitalisme », « fascisme », « anarchisme », etc.

²⁸ Marpsat, M., « La méthode Alceste », *Sociologie*, n°1, vol. 1, 2010.

Figure 4. Lexique « Politiques »

Lutte, émotions et vie privée	Lexique politique généraliste
C8	C9
8.3%	4%
não	século
vida	revolucion
filho	capitalismc
pai	fascismo
viver	pensament
mãe	esquerdo
lutar	anarquismc
se	classe
dor	marx
sangue	anarquista
medo	ideologia
irmão	capitalista
esquecer	anonymous
nunca	revolução
nada	dominante
amar	escravidão
tudo	socialismo
acordar	comunismo
comer	teoria
coragem	bakunin
coisa	cristão
sentir	indivíduo
aprender	comunista
calar	se
sempre	opressor
chorar	oprimido
mão	

Figure 5. Poids du lexique politique dans les discours des différents acteurs



Le lexique politique axé sur les émotions et la vie privée (classe 8, 8.3%) est particulièrement significatif – il fallait s’y attendre - de l’activisme de genre²⁹, mais il est tout aussi présent au

²⁹ Même si le féminisme en est la branche la plus significative, est concerné l’ensemble du mouvement LGBTQi.

sein de l'activisme politique en général et visible au sein du médiactivisme (cf. Figure 5). Ce lexique imprègne une partie importante des collectifs d'activistes à l'exception notable de l'activisme culturel, urbain et des ONG où il est très peu présent.

Le lexique politique anticapitaliste et révolutionnaire, d'autre part (classe 9, 4%) est particulièrement significatif dans les collectifs anarchistes – il fallait aussi s'y attendre – mais aussi dans les collectifs politiques en général et présent au sein des collectifs de médiactivistes. Comme pour la classe 8, les acteurs culturels, l'activisme urbain et les ONG sont beaucoup moins concernés par ces thématiques.

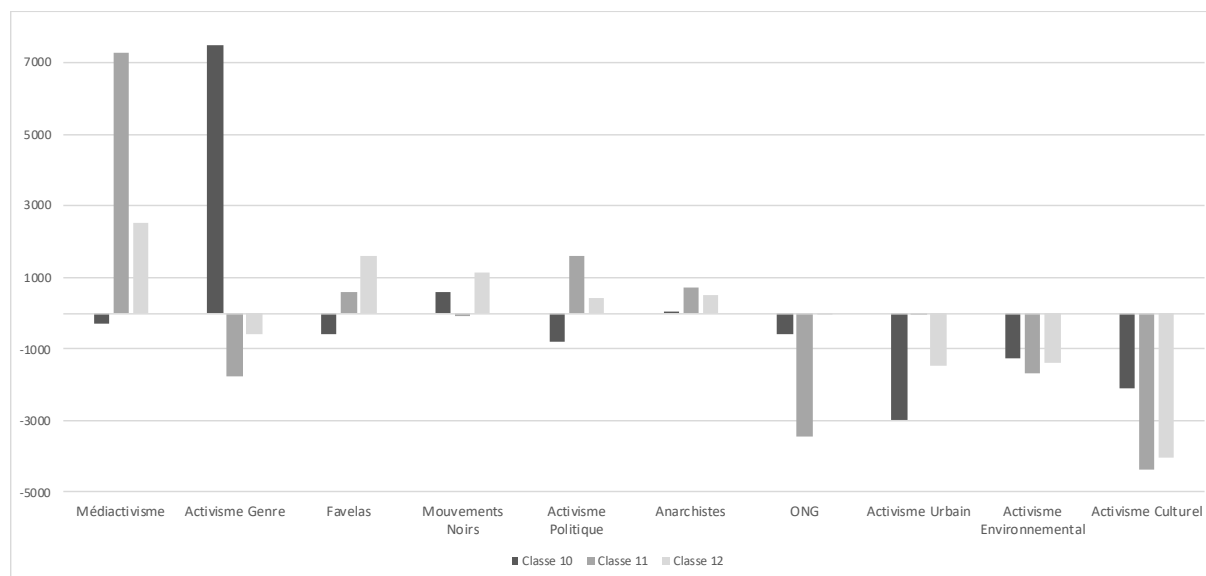
Les lexiques relatifs aux formes de violences

Le deuxième ensemble (classes 10 à 12, 15% des contenus lexicaux partagés) est celui de la violence (cf. Figure 6), avec trois classes distinctes : les violences intersectionnelles (classe 10, 4.1% des contenus lexicaux) – « racisme », « machisme », « viol », « avortement », « préjugé » ; les violences policières lors des manifestations de rue (classe 11, 6% des contenus lexicaux) – « manifestation », « bombe », « police », « flashball » ; et les violences policières dans les favelas et autres quartiers populaires (classe 12, 4,9% des contenus lexicaux) – « police », « militaire », « mort », « tuer », « torture »...

Figure 6. Lexiques relatifs au thème de la violence

Violences inter- sectionnelles	Violences policières et manifestations	Violences policières et Favelas
C10	C11	C12
4.1%	6%	4.9%
mulher negro racismo sexual machismo trans gênero homem machista estupro racista aborto sexo preconceito travesti gay transexual violência feminino masculino opressão discriminaçã lésbica homofobia branco racial transfobia patriarcal	manifesta bomba pm polícia policial choque bala borracha gás tiro agredir protesto tropa ferido deter reprimir militar manifestação arma repressão atirar lacrimogêneo pimenta spray viatura policiar black	policial polícia militar morte crime morto homicídio matar tortura chacina assassinato vítima cometer preso upp ditadura assassinar amarilho violência prisão pms pm abuso jovem traficante ponteorg pontejornalis

Figure 7. Poids du lexique de la violence dans les discours des différents acteurs



Les violences intersectionnelles (classe 10, 4.1% des contenus lexicaux) sont particulièrement significatives au sein de l'activisme centré autour des problématiques du genre et du mouvement noir (cf. Figure 7). Leur évocation est très peu présente dans les autres collectifs dont les anarchistes. Les violences policières dans les manifestations (classe 11, 6%) sont surreprésentées dans les collectifs médiactivistes, qui se sont en grande partie formés pour répondre à leur occultation par la presse *mainstream*. Elles sont aussi présentes chez les anarchistes, au sein des collectifs politiques en général et au sein des collectifs de favelados. Les violences dans les favelas, enfin, sont également bien représentées au sein du médiactivisme, au sein des collectifs du mouvement noir, puis un peu aussi chez les anarchistes et dans les collectifs politiques en général. Toutes ces formes de violence, en revanche, sont très peu mentionnées par les activistes culturels.

Les lexiques des grandes revendications depuis juin 2013

Le quatrième ensemble, formé par les classes 13 à 18 (cf. Figure 8), est à la fois le plus important (27.8% des contenus lexicaux partagés) et le plus éclaté. Il renvoie aux différents objets de lutte et de revendication qui ont été au centre des débats entre les collectifs de gauche depuis 2013 : la classe 13 (2%) renvoie aux enjeux de la lutte des peuples originaires et traditionnels – « indigène », « terre », « délimitation », « quilombola » ; la classe 14 (2.4%) à l'environnement, avec une mention spéciale à la crise hydrique qui a frappé l'État de São Paulo en cette période ; la classe 15 (3.6%) à la justice et aux droits humains et la classe 16 (9.3%) à la société civile et démocratique ; la classe 17 (8%) à un ensemble de revendications

sociales – « éducation », « salaire », « santé », « grève », « logement » ; et la classe 18 (2.5%) à un ensemble de revendications liées aux transports. Le fait que les transports apparaissent comme une classe à part entière, séparée des autres revendications sociales, témoigne de l'importance prise par cette thématique dans l'ensemble des luttes du mouvement de 2013.

Figure 8. Autres lexiques de publications Facebook

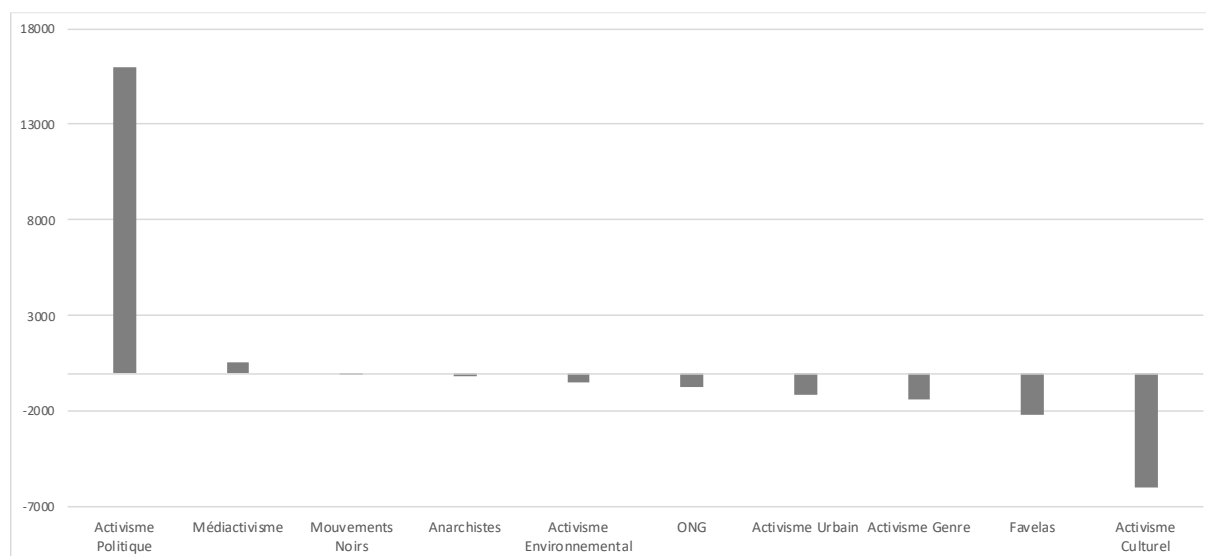
Droits et luttes indigènes	Écologie et environnement	Justice, droits humains et pénal	Lexique institutionnel	Revendications Sociales	Transports urbains	Système politique représentatif
C13	C14	C15	C16	C17	C18	C19
2%	2.4%	3,6%	9.3%	8%	2.5%	7.6%
indígena terra demarcação guarani quilombola kaiowá funai índio grosso mato povo ruralista cimi terena aldeia território titulação ms indigenista liderança fazendeiro munduruku incra tapajó demarcar missionário apib tradicional	água climático energia hídrico abastecimento emissão sabesp agrotóxico aquecimento cantareira transgênico alimento poluição clima esgoto reservatório ipcc estufa consumo elétrico renovável petróleo fonte energético medicinal carbono fóssil planeta	humano medida direito art artigo carcerário lei defensor defensoria prisional interamericana código estatuto judicial cumprimento violação internação constituição encarceramento inciso jurídico legal penal convenção oea conduta resolução	sociedade social organização econômico político interesse civil desenvolvimento público país democrático política direito brasileiro fundamental relação setor modelo importante entidade atual necessidade questão dever gestão avanço processo objetivo	educação salário saúde greve moradia ensino pagamento investimento dívida público renda funcionário fiscal plano verba orçamento servidor imobiliário governo obra empresa banco médio milhão salarial pagar trabalhador	tarifa transporte aumento ônibus zero passagem empresário catraca linha lucro bilhete aumentar usuário passageiro pagar cobrador trem frota rodoviário centavo empresa reajuste prefeito preço barca motorista metrô máfia	deputado presidente dilma câmara temer votar lula voto pmdb pt lava jato cunha psdb senador eleição rousseff votação aécio senado impeachment corrupção ex ministro eleitoral michel

La classe 19 (7.6% des contenus lexicaux partagés), enfin, contient des mots qui évoquent la déstabilisation des institutions politiques au long de ces dernières années. Ces mots décrivent l'évolution de la conjoncture et ne témoignent pas directement d'une mobilisation anti-institutionnelle au sein de l'univers étudié. En début de colonne on retrouve des mots neutres – « député », « présidente », « Dilma » ; puis « voter » au 6^{ème} rang (2014, c'est l'année où Dilma Rousseff a été réélue pour un second mandat) ; « *lava jato* » (2014 est aussi l'année où débute cette opération judiciaire qui a frappé de plein fouet le PT, mais les premières mentions se retrouvent aux 11^{ème} et 12^{ème} rangs) ; puis « *impeachment* » et « corruption » (aux 21^{ème} et 22^{ème} rangs).

Parmi les collectifs de l'espace politique étudié, qui s'y intéresse ? Les collectifs politiques, surtout, mais parmi eux les anarchistes pas du tout et les médiactivistes, très faiblement. Parmi

l'ensemble des collectifs politiques que nous avons sélectionnés, seuls deux blogs étaient directement centrés sur le thème de la corruption (Figure 9).

Figure 9. Poids de la classe 19 dans les discours des différents acteurs



Conclusion

Les 529 collectifs analysés, présents sur la plateforme Facebook entre janvier 2013 et décembre 2017, incarnent une gauche extra-institutionnelle inscrite dans l'héritage des luttes anti-globalisation du tournant du siècle. Alors qu'une droite au pouvoir depuis l'élection de Jair Bolsonaro met quotidiennement au défi le legs post-dictatorial de la Constitution de 1988, cette gauche extra-institutionnelle a interpellé les limites de ce legs en ayant pour horizon l'approfondissement de la démocratie.

Le PT s'était appuyé sur des mouvements sociaux organisés, dans une logique de partenariat, pour améliorer la qualité et la pertinence des politiques publiques ³⁰. Mais 2013, c'était autre chose. Lula et Dilma avaient imaginé que la Coupe du Monde de Football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 allaient avoir un impact positif sur l'économie du pays. Ils n'en ont pas anticipé les conséquences négatives sur le plan environnemental, social et urbain. Et ils ont encore moins calculé la résistance que de telles politiques susciteraient. Or, la résistance est venue de partout : du milieu universitaire ; de tous les secteurs d'activité en général ; et d'une jeunesse pauvre et précarisée qui, bien que bénéficiaire des politiques menées par le PT au

³⁰ Leite Lopes, J. S., Heredia, B. *Movimentos sociais e Esfera Pública*. Rio de Janeiro: CBAE, 2014, 308

cours des années précédentes, a été fortement propulsée sur la scène publique lors des journées de juin.

Dans un contexte médiatique marqué par la forte présence de la presse étrangère, les réseaux sociaux numériques aidant, des formes d'expérimentation démocratique se sont multipliées dans divers domaines : résistance aux politiques de déplacement liées à l'aménagement de stades et équipements sportifs sur l'ensemble du territoire national, contre-projets d'aménagement formulés avec les populations concernées par ces déplacements, diagnostics sur les transports collectifs et espaces verts dans les villes, demandes de démarcation des terres indigènes et opposition à l'installation de nouvelles usines hydro-électriques sur leurs territoires. Occupations et assemblées de quartiers ont participé à l'ouverture de nouveaux espaces de délibération, sans être pourtant dotées de capacité décisionnelle.

La violence de la police militaire lors des manifestations de rue a atteint, en 2013, des niveaux inconnus en période post-dictatoriale. La PM a toujours sévi dans les quartiers populaires. Mais là, sa violence a acquis de nouvelles expressions et une autre visibilité. Cela a contribué à mettre en évidence une des limites majeures du legs constitutionnel : l'absence de réforme des institutions en charge du maintien de l'ordre. Dans les rues, de jeunes manifestants n'ont pas cessé de scander : « Je veux la fin de la police militaire ! ».

Les affrontements entre manifestants et policiers, largement diffusés sur les réseaux sociaux numériques et l'absence de volonté de la presse *mainstream* à rendre compte de ce qui se passait dans les rues ont fait le lit du médiactivisme. La situation a un peu changé lorsque des photographes et journalistes ont été gravement atteints par la violence policière. Mais cela n'a pas arrêté les vidéastes amateurs, générant une quasi institutionnalisation du *crowdsourcing* dans la production d'une information citoyenne et militante, modifiant durablement l'offre d'information. Ce terrain, occupé par la gauche extra-institutionnelle allait être également investi par une nouvelle droite, lors de la destitution de Dilma Rousseff et des élections de 2018.

Le trait distinctif d'une partie de cette gauche extra-institutionnelle est probablement une définition de la démocratie très largement hostile au système électoral et aux partis. Même si tous ne se revendiquent pas de l'anarchisme, beaucoup s'y réfèrent pour formuler des idéaux orientés vers une démocratie plus directe et participative. Au-delà des collectifs politiques, ces idéaux sont largement présents dans des définitions de la démocratie repérables au sein de l'activisme urbain, notamment chez les collectifs qui se revendiquent du *Movimento Passe*

Livre, dans les pratiques et le vécu communautaire de *Midia Ninja* et *Fora do Eixo* ou au sein de beaucoup de collectifs médiactivistes.